

La BCE ou la peur du salaire par Eloi Laurent

L'Humanite 2 Juin 2007

La Banque centrale européenne doit-elle dicter les politiques salariales ?

«Ne vous demandez pas ce que la BCE peut faire pour vous, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour la BCE », tel est en substance le message que vient d'adresser Jean-Claude Trichet aux travailleurs européens.

Dans son discours du 22 mai à la Confédération européenne des syndicats réunie à Séville, le gouverneur n'y est pas allé par quatre chemins : les accords salariaux conclus en Europe cette année ne doivent pas générer de hausse de l'inflation. Et d'invoquer le risque que ferait courir une accélération des prix sur le pouvoir d'achat des Européens. On se pince. Non, on ne rêve pas : le gouverneur de la BCE vient expliquer sur le ton de l'évidence aux travailleurs européens qu'il ne faut surtout pas augmenter leur pouvoir d'achat, de peur qu'il ne baisse. Le fondement de ce raisonnement ? La productivité du travail progresserait moins vite que ses coûts unitaires dans la zone euro.

Ces propos posent deux sérieux problèmes d'analyse économique. D'abord, la BCE persiste à sous-estimer la productivité européenne et s'interdit du même coup d'explorer, comme l'a fait la Fed au milieu des années 1990, la possibilité que le chômage baisse sans accélérer l'inflation. Ensuite et surtout, la BCE est convaincue que si le social influe sur le monétaire, l'inverse n'est jamais vrai et qu'elle ne peut rien de rien au chômage européen. Les responsables de la politique monétaire européenne ne croient pas en l'efficacité de la politique monétaire. C'est tout de même fâcheux. Au-delà d'une théorie économique hasardeuse, les propos de Jean-Claude Trichet renvoient à trois enjeux supplémentaires, d'ordre juridique, politique et social.

Pour commencer, dans le meilleur des cas, le gouverneur de la BCE outrepassa allégrement son mandat : il n'entre pas dans ses prérogatives de faire la leçon aux syndicats de travailleurs et d'employeurs, ni de déterminer d'autorité à leur place le niveau adéquat de progression des salaires. Comment reprocher aux hommes et aux femmes politiques de critiquer la politique de la BCE, quand celle-ci s'arroge le droit de se prononcer sur le niveau souhaitable de la redistribution des fruits de la croissance dans les modèles sociaux nationaux ?

Mais on peut être moins charitable encore. Le discours de Jean-Claude Trichet s'apparente à un chantage pur et simple : si vous obtenez, comme dans la métallurgie ou la construction allemandes, des hausses de salaire au-delà du raisonnable (c'est-à-dire de mon objectif d'inflation), j'augmenterai mes taux d'intérêt au-delà du seuil de 4 % pour vous punir. Où l'on voit que si le salaire minimum européen n'existe pas, le salaire maximum européen existe déjà : c'est le taux de progression des salaires compatible avec l'objectif d'inflation de la BCE. Qui a besoin d'Europe sociale dans ces conditions ?

Enfin, que valent les paroles de Jean-Claude Trichet au regard des conditions sociales dans la zone euro ? Les salaires européens augmentent chaque année légèrement moins que l'inflation depuis 1999 (le pouvoir d'achat se dégrade donc), les accords salariaux allemands intervenant quant à eux après huit années d'une progression moyenne de 1,1 % pour une inflation moyenne supérieure de près de 0,4 point de pourcentage (selon les propres chiffres de la BCE). En perspective historique, une étude récente du FMI a montré que la part de la richesse européenne revenant au travail a chuté de près de 10 points en deux décennies. Enfin, alors qu'elle prétend préserver la compétitivité européenne par la modération salariale, la

BCE refuse obstinément de se soucier de l'appréciation de l'euro, dont elle a de facto la charge alors même que sa hausse rend en partie inutile une augmentation supplémentaire de ses taux directeurs.

Comme le remarque justement la Confédération européenne des syndicats, la véritable réforme structurelle dont les responsables européens devraient se soucier consisterait à miser sur la hausse de la productivité (et donc des niveaux de vie) et pas sur la baisse des coûts par une modération salariale perpétuelle, reconduite d'année en année au nom du bien-être des Européens.

Dans le contexte actuel de la zone euro, fait de dépression salariale durable et de reprise économique qui s'affirme enfin, les mots de Jean-Claude Trichet sonnent sur le fond comme une menace et sur la forme comme une provocation. Ni l'une ni l'autre ne sont de bons instruments de politique monétaire.